

# Participons à la consultation nationale sur la transition énergétique lancée par le Gouvernement

## Petit guide pour une participation lucide

Cette consultation se fait sur le site <https://concertation-strategie-energie-climat.gouv.fr/>

Les réponses et contributions sont recevables jusqu'au 31/12/2022

Pour répondre il faut se créer un compte sur le site.

Comme vous le verrez en le parcourant, ce questionnaire est nettement manipulateur : la liste des questions et surtout les réponses-type proposées font l'impasse sur des options qui tiennent à coeur de nombreuses ONG, en commençant par ANE!rs 17.

Ce guide est donc fait pour vous aider à **les remettre sur le tapis**, en vous rappelant **quelques idées force** pour une transition écologique globale et équitable, et en vous suggérant à **quels endroits du questionnaire** vous pouvez les exprimer et les argumenter.

Preuve qu'il est important d'être nombreux à les mettre en valeur :

Face à la question 2.9 « **En tant que riverain, préféreriez-vous avoir à proximité de chez vous ... ?** » la réponse-type n°1 « **Une centrale de production d'électricité nucléaire** » est retenue par de nombreux répondants. Ne les laissons pas occuper un tel espace sans nous manifester nous aussi !

Avant de commencer voyez en annexe 1 la liste des 3 grands thèmes, et pour chacun la liste des rubriques sous lesquelles les questions sont posées.

## Quelques idées force à remettre sur le tapis

### L'équité :

La transition coûtera cher, et la sobriété sera nécessaire. Comment faire en sorte que cela ne pèse pas sur les épaules de ceux qui sont déjà dans une sobriété contrainte ?

Cette question d'équité n'est pas abordée dans le questionnaire, alors qu'**elle est centrale pour qu'une politique de transition énergétique soit acceptée, et même si possible partagée.**

Les incitations (à l'isolation des logements, au changement de voiture...) non ciblées elles aideront surtout les plus riches, mais pas ou peu les autres ; et les taxations non ciblées assommeront surtout les plus démunis, ne faisant que chatouiller les plus riches (donc sans obtenir de grands changements dans leurs consommations.)

Un 1<sup>er</sup> niveau de réponse à cette exigence d'équité doit donc être recherché dans le **ciblage** des différentes mesures d'incitation et de taxation, et donc de modulation des taux d'aides ou de taxes selon les cibles.

Un 2<sup>ème</sup> niveau, plus efficace encore, se situe dans ce qui est aujourd'hui un gros mot : le **rationnement**, cet « *instrument de solidarité dans la pénurie* » (\*)

Cela peut prendre la forme de quota individuel annuel d'émission de CO<sub>2</sub>, ou plus limitativement de quota carbone individuel de transport aérien etc.

Malgré les difficultés de mise en application selon les territoires par ex, ou selon les domaines privés/professionnels, il faut réhabiliter cette idée, car ce n'est pas le rationnement qui nous fera du mal, mais la pénurie ; qu'elle soit subie (cas actuel dû à la guerre) ou consentie (en cas d'accord international lors d'une prochaine COP ??)

(\*) formule de Mathilde Szuba, de Sciences Po Lille, qui a fait une thèse sur le sujet. Voir le dossier dans Télérama n° 3800

Voici où vous pourriez aborder cette question de l'équité :

- **Thème 1 rubrique 1.1 (les déplacements)**
- **Propositions, rubrique 4.1**

## La régulation du réseau :

Il est vrai que beaucoup de renouvelables non pilotables nécessitent qu'une masse de moyens de régulation pilotables soient mis en place : stockage d'énergie permettant un relargage aux périodes de déficit d'offre par rapport à la demande (régulation dite « à la hausse »).

De même il faut prévoir de la régulation dite « à la baisse » lorsque les ENR « fatales » font que l'offre d'électricité est supérieure à la demande.

L'échelle temporelle des reports est importante : c'est facile sur 24h (faire face aux pointes journalières), beaucoup plus exigeant pour les reports saisonniers (faire face à la demande en hiver)

Les centrales thermiques servent actuellement à cette régulation. Et surtout l'hydraulique, qui joue déjà un grand rôle : l'eau des barrages, c'est de l'énergie stockée.

Si le potentiel de grands barrages semble atteint, il n'en est pas de même pour **les STEP ou « Stations de transfert d'énergie par pompage »** (= 1 lac haut + un lac bas reliés par une conduite avec une pompe et une turbine ; voir explications et exemples dans les liens ci-dessous). Entre autres avantages, les STEP permettent de ne pas gâcher de gros volumes d'eau pour les nombreux petits reports à la journée ou à la semaine, puisque l'eau relarguée lors des turbinages est stockée lorsqu'elle arrive dans le lac bas, où elle est disponible pour être remontée dans le lac haut à l'occasion des pointes de production électrique non consommée. C'est en quelque sorte de l'eau recyclée. Ainsi de petites puissances qui servent souvent finissent par faire dans l'année entière un beau « paquet » de report potentiel d'énergie.

**STEP** : Voir <https://www.edf.fr/groupe-edf/espaces-dedies/l-energie-de-a-a-z/tout-sur-l-energie/produire-de-l-electricite/les-stations-de-transfert-d-energie-par-pompage>

ou <https://www.hellowatt.fr/blog/station-de-pompage/>

ou l'exemple de la STEP de Montézic en Aveyron (la 2ème + importante de France)

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Centrale\\_de\\_Mont%C3%A9zic](https://fr.wikipedia.org/wiki/Centrale_de_Mont%C3%A9zic)

Et pour les micro-STEP <https://www.techniques-ingenieur.fr/actualite/articles/stockage-solaro-eolien-step-technologie-francaise-denis-payre-36357/>

Il semble bien que de nombreux sites susceptibles d'accueillir des STEP de petites dimensions soient négligés en raison d'un coût du kWh restitué supérieur à celui obtenu dans des grandes STEP comme celle de Montézic. Mais est-ce une raison ?

La technologie est connue et simple, et elle ne dépend pas d'importations de l'étranger.

C'est en tous cas bien plus prometteur que le stockage par batteries (tant pis pour Elon Musk).  
Et surtout, quand on voit avec quelle insistance le nucléaire est présenté dans les documents de cette consultation comme le champion des moyens de régulation pilotable, il est important de montrer son intérêt pour d'autres régulations, dont les STEP font partie.

Quant à la **filière Hydrogène**, elle aussi peut jouer un grand rôle dans la régulation. Voici pourquoi :  
D'abord parce qu'elle repose sur l'hydrolyse de l'eau, et que celle-ci peut être réalisée lorsque les ENR « fatales » contribuent à des excédents de production par rapport à la demande. C'est ce qu'on appelle l'hydrogène vert.

Ensuite parce que l'hydrogène se stocke même sur des périodes longues.

Et enfin parce qu'il peut participer à de nombreux usages énergétiques. En particulier il peut fournir des solutions efficaces pour la mobilité ; ce qui contribue à limiter le recours aux véhicules électriques, et à surmonter l'impossibilité de recourir à l'électricité pour les tracteurs et autres véhicules de forte puissance. Donc, même si cette filière ne participera que peu à la réponse aux pointes de demande d'électricité, elle contribuera à la régulation « à la baisse ».

Vous pouvez aborder ce sujet de la **régulation par les STEP et par la filière Hydrogène** dans le thème 2, rubrique 2.1 sur le mix électrique : il y a une option de réponse « minimisation du coût global » qu'on peut argumenter en rappelant que les STEP et la filière Hydrogène participent à ce qui peut donner une grande place aux renouvelables matures et peu chères comme l'éolien et le photovoltaïque en grandes unités.

On peut aussi parler des STEP dans la rubrique 2.7 (développement de l'hydroélectricité)

NB : bien qu'il ne s'agisse pas de régulation, signalons ici qu'il semble bien que le potentiel de petit hydraulique sans réserve d'eau (dite « au fil de l'eau ») soit sous-exploité. Voir <https://continuite-ecologique.fr/le-potentiel-hydroelectrique-francais-sous-exploite/>

Ce potentiel est totalement passé sous silence dans cette consultation.

## Le Citoyen

Au cœur des missions de l'association il est important d'insister sur la nécessité d'impliquer les citoyens dans toutes les phases des projets d'ENR. Cette consultation comporte des questions allant dans ce sens notamment les : 2.2; 2.4 ; 2.5 et 3.2 Mais c'est l'occasion d'insister sur ce point et de rappeler que c'est possible pour tous types de projets, peu importe la façon de produire l'énergie et la taille du projet.

Nous pouvons rappeler l'intérêt d'intégrer les citoyens, collectivités et autres acteurs locaux à la gouvernance de tels projets, notamment pour les retours économiques que cela apporte aux territoires, pour une meilleure acceptabilité des projets qui entraîne des mises en services plus rapides, et pour que les territoires restent maîtres des projets.

Voici où vous pourriez aborder cette question de l'équité :

- Thème 2 questions 2.2; 2.4 ; 2.5 et 2.9
- Thème 3 questions 3.2 et 3.4

## La sortie du nucléaire

Vous verrez que malgré des questions sur les ENR, cette consultation reste très tournée sur le nucléaire. La question 2.8 « **Quelles sont pour vous les principales priorités s'agissant de la production d'électricité d'origine nucléaire en France?** » traite de ce sujet mais ne laisse pas la possibilité dans les pré-réponses de dire que l'on souhaite sortir du nucléaire.

La seule manière de le faire est de choisir « autre proposition » et de mettre cette solution. Il faut donc avoir un gros point de vigilance sur cette question.

De même beaucoup de questions sans parler du nucléaire directement proposent des réponses qui, si on lit entre les lignes, signifient augmenter ou continuer les capacités nucléaires françaises.

Voici les questions sur lesquels vous devez être vigilants :

Thème 1 question 1.3

Thème 2 question 2.1 et 2.8

## Le développement des projets en les adaptant aux capacités des territoires sur tout le territoire

Cette consultation questionne aussi grandement sur la taille des projets à construire et leurs répartitions en France. En résumé, faut-il quelques gros projets sur quelques territoires (ce qui renforce aussi le poids du nucléaire) ou faut-il mieux avoir pleins de petits projet sur tous les territoires.

Ici, nous aimerions rappeler qu'il est impossible de faire des généralités. **Le plus important n'est pas la taille du projet ou le nombre mais bien d'adapter chaque projet au territoire** et donc de construire des projets de taille adaptée au territoire suivant l'énergie disponible sur celui-ci.

De plus, cette transition énergétique doit se faire de façon EQUITABLE sur tout le pays, chaque territoire doit donc produire de l'énergie en fonction de ces capacités, il n'est pas possible d'avoir des territoires zones blanches alors qu'ils ont un potentiel de production. Car cela renforcerait le sentiment d'injustice et donc l'hostilité au développement de nouveaux projets d'ENR.

Pour le **photovoltaïque** il faudrait le développer **en privilégiant les toitures au maximum**, en renforçant l'obligation des nouvelles toitures solarisées et en développant tous les projets toitures avant ceux au sol.

Pour les projets au sol qu'ils soient fait sur des friches ou bien de façon réfléchi par exemple avec de l'agrovoltaïsme.

Il ne faut pas non plus oublier **la méthanisation**, grande absente de cette consultation.

Voici où vous pourriez aborder cette question de projets adaptés aux territoires :

- Thème 2 question 2.3 ; 2 .4 ; 2.6 ; 2.7 ; 2.9 et 2.10

## La recherche sur les renouvelables

Ces deux points ne sont pas ou très peu abordés dans la consultation. Il semble pourtant essentiel de les développer. Même si la recherche a permis de rendre les productions plus performantes et durables (PV, éolien...). Il peut être utile de mentionner que si le budget alloué à la recherche nucléaire était alloué à la recherche dans les ENR et le stockage de l'électricité ces sujets avanceraient bien plus vite.

Voici où vous pourriez aborder ces questions de recherches et stockage :

- Thème 3 question 3.1
- Thème 2 question 2.1 ; 2.7 ; 2.10

## Et le financement ?

**On voit bien que depuis longtemps les financements vers les ENR et la régulation sont très insuffisants.**

Pourquoi ?

Tout simplement parce que la conscience des catastrophes à venir n'est pas encore arrivée à un niveau suffisant chez les décideurs des investissements, c'est à dire actuellement les financiers et spéculateurs.

C'est pourquoi ne faire confiance qu'au marché ne suffit pas pour une orientation suffisante des financements vers la transition.

Dire cela n'empêche en rien de laisser jouer le marché là où il est le plus utile, par exemple pour obtenir des coûts bas ou pour faire fonctionner la régulation de façon très fluide (v. par ex <https://bilan-electrique-2020.rte-france.com/mecanismes-marches-mecanisme-dajustement/#> )

Toujours est-il que la plupart des états (pas seulement la France) ne veulent pas se heurter au tabou des interventions de la puissance publique, par la fiscalité (pénaliser les fossiles) par des aides (déformer la concurrence), et plus encore par la création monétaire dédiée. Néolibéralisme oblige... Pourtant renoncer à toucher à la finance = se lier les mains.

C'est (évidemment) un sujet très « évité » dans cette consultation.

Cela devrait être abordé dans les **question 3.1 et 3.3 (du thème 3)** mais ce frein n'y est même pas évoqué. Quant aux réponses types proposées elles ne laissent guère de possibilités de parler de cette question des marchés financiers.

**N'hésitez pourtant pas à l'évoquer en utilisant par ex les options « autre proposition » !**

NB : si vous voulez en savoir plus sur le domaine « finance-banque-monnaie » (ce que nous vous recommandons fortement) voyez par ex le livre « L'illusion financière » de Gaël Giraud. C'est un best-seller de la « littérature économique ».

.....

**Bien sûr vous pouvez faire une proposition libre sur un ou plusieurs de ces thèmes dans la partie 4 de la consultation. N'hésitez pas.**

## **ANNEXE 1**

### **Thème 1 : Comment adapter notre consommation pour atteindre l'objectif de neutralité carbone ?**

- 1.1 - Les mobilités
- 1.2 - L'usage des bâtiments
- 1.3 - Le niveau d'activité industrielle et du transport de marchandises
- 1.4 - Le décalage des consommations

### **Thème 2 : Comment satisfaire nos besoins en électricité, et plus largement en énergie, tout en assurant la sortie de notre dépendance aux énergies fossiles ?**

- 2.1 - Le mix électrique
- 2.2 - Le développement de l'éolien terrestre (1ère question)
- 2.3 - Le développement de l'éolien terrestre (2ème question)
- 2.4 - Le développement de l'éolien en mer
- 2.5 - Le développement du photovoltaïque (1ère question)
- 2.6 - Le développement du photovoltaïque (2ème question)
- 2.7 - Le développement de l'hydroélectricité
- 2.8 - La production électrique d'origine nucléaire
- 2.9 - Les nouvelles installations de production et leur acceptabilité par les riverains
- 2.10 - La chaleur renouvelable

### **Thème 3 : Comment planifier, mettre en œuvre et financer notre transition énergétique ?**

- 3.1 - Faut-il des interventions publiques dans les marchés de production et de consommation d'énergie ?
- 3.2 - Rôle des collectivités dans la transition énergétique
- 3.3 - Identification des freins et des préoccupations vis-à-vis de la transition énergétique
- 3.4 - Encourager les initiatives individuelles dans un objectif de justice sociale et d'équité

### **Faire une proposition sur un thème en débat**

Vous avez la possibilité de faire une proposition sur tout sujet en lien avec l'un des trois thèmes du débat.

- 4.1 - Quelle proposition souhaitez-vous faire sur le thème "Comment adapter notre consommation pour atteindre l'objectif de neutralité carbone ?"
- 4.2 - Quelle proposition souhaitez-vous faire sur le thème "Comment satisfaire nos besoins en électricité, et plus largement en énergie, tout en assurant la sortie de notre dépendance aux énergies fossiles ?"
- 4.3 - Quelle proposition souhaitez-vous faire sur le thème "Comment planifier, mettre en œuvre et financer notre transition énergétique ?"